

**Henry L. Stimson** (1867- 1950)

Secrétaire d'Etat américain à la Guerre de 1941 à 1945

## **La décision d'utiliser la bombe atomique**

Ces derniers mois, il y a eu beaucoup de commentaires sur la décision d'utiliser des bombes atomiques dans les attaques sur les villes japonaises d'Hiroshima et Nagasaki.

Cette décision a été l'une des plus graves prises par notre gouvernement ces dernières années, et il est tout à fait approprié qu'elle soit largement discutée. J'ai donc décidé de transcrire pour tous ceux qui pourraient être intéressés ma vision des événements qui ont enclenché l'attaque contre Hiroshima le 6 Août 1945 et sur Nagasaki le 9 Août, ainsi que la décision japonaise de se rendre le 10 Août. Une seule personne ne peut espérer comprendre exactement ce qui s'est passé dans l'esprit de tous les participants à ces événements, mais ce qui suit est une description exacte de nos pensées et de nos actions, telles que je les trouve dans les rapports et dans mes souvenirs précis.

### *Plans et préparations*

#### *Septembre 1941 – Juin 1945*

C'est à l'automne 1941 que la question de l'énergie atomique a été portée à ma connaissance. A cette époque, le président Roosevelt a constitué un comité composé du vice-président Wallace, du général Marshall, du docteur Vannevar Bush, du docteur James B. Conant et de moi-même.

La fonction de ce comité était d'informer le président sur les questions de la politique relative à l'étude de la fission nucléaire, qui se déroulait à la fois dans notre pays et en Grande Bretagne. Dans les quatre années suivantes, j'ai pris part directement à toutes les décisions politiques majeures sur le développement et l'utilisation de l'énergie atomique, et du 1<sup>er</sup> Mai 1943 et jusqu'à ma démission de ma fonction de Secrétaire d'Etat à la Guerre en septembre 1945 j'ai été directement responsable devant le président pour l'ensemble de l'entreprise. Mes principaux conseillers pendant cette période ont été le général Marshall, le docteur Bush, le docteur Conant, et le major général Leslie R Groves , l'officier en charge du projet. En même temps, j'étais le principal conseiller du président sur l'emploi militaire de l'énergie atomique.

La politique adoptée et suivie par le président Roosevelt était simple. C'était de mesurer nos efforts pour réussir le plus vite possible le développement d'une arme atomique Les raisons de cette politique étaient également simples : la mise au point expérimentale de la fission atomique s'est faite en Allemagne en 1938, et l'on savait que les Allemands poursuivaient leur expérimentation. En 1941 et 1942, ils étaient censés être en avance sur nous, et il était vital qu'ils ne soient pas les premiers à introduire des armes atomiques sur le champ de bataille.

En outre, si nous pouvions être les premiers à développer cette arme, nous pourrions avoir un instrument puissant pour raccourcir la guerre et minimiser les destructions. A aucun moment, de 1941 à 1945, je n'ai entendu dire par le président ni par aucun autre responsable du gouvernement que l'énergie atomique ne devait pas être utilisée pour la guerre. Nous avons tous compris la terrible responsabilité impliquée dans notre tentative d'ouvrir les portes à la réalisation d'une arme aussi dévastatrice. Souvent le président Roosevelt m'a parlé en particulier de sa conscience des potentialités catastrophiques de notre travail. Mais nous étions en guerre, et le travail devait se faire. Je souligne donc que notre objectif commun, tout au long de la guerre, était d'être les premiers à

miniaturiser une arme atomique et à l'utiliser. L'arme atomique éventuelle était considérée comme un explosif nouveau et extrêmement puissant, aussi légitime que toute autre arme explosive de la guerre moderne. Le but était la production d'une arme militaire : rien d'autre ne pouvait justifier de telles dépenses en temps de guerre. Les conditions précises dans lesquelles cette arme pourraient s'utiliser nous étaient inconnues jusqu'au milieu de 1945, et à ce moment, comme nous pouvons le voir aujourd'hui, l'utilisation militaire de l'énergie atomique était liée à des questions plus larges de politique nationale.

L'histoire extraordinaire du développement réussi de la bombe atomique a été bien racontée ailleurs. Au fil du temps, il est apparu clairement que l'arme ne serait pas disponible à temps pour être utilisée sur le théâtre européen, et la guerre contre l'Allemagne a été terminée avec succès en utilisant ce que l'on appelle désormais les moyens conventionnels. Mais au printemps 1945 il est devenu évident que le succès de nos efforts, en matière atomique, était à portée de la main. De par la nature des réactions en chaîne, il était impossible d'affirmer avec certitude notre réussite, jusqu'à ce qu'une bombe grandeur nature ait explosé. Mais, selon toute probabilité, nous devions, au milieu de l'été, avoir fait exploser avec succès la première bombe atomique. Cela s'est fait dans le périmètre d'Alamogordo, au Nouveau Mexique. Il était donc alors temps de mettre au point nos futurs plans. Ce qui avait commencé comme un ferme espoir devenait une réalité.

Le 15 Mars 1945 j'ai eu un dernier entretien avec le président Roosevelt. Mes notes du jour (ci-dessous) sur cette conversation donnent une bonne image de notre état d'esprit à ce moment. J'ai supprimé le nom du distingué fonctionnaire qui prenait le projet «Manhattan» (bombe atomique) pour un « citron » (un produit sans valeur) : c'était une position courante parmi les gens incomplètement informés.

*Le Président... m'avait invité à déjeuner. D'abord j'ai repris avec lui un mémorandum envoyé par quelqu'un qui s'était alarmé de rumeurs inquiétantes sur l'extravagance du projet « Manhattan » et pensait que cela pouvait devenir désastreux, et il a proposé de constituer un groupe de scientifiques « extérieurs » pour faire passer le projet, car le bruit courait que Vannevar Bush et Jim Conant avaient vendu au président, sur cette question, un produit sans valeur, qui devait être vérifié. Ce mémorandum était plutôt froussard et plutôt simplet ; je m'étais préparé dans cette perspective et j'ai donné au président une liste de scientifiques engagés dans ce domaine, en lui montrant leur haut niveau de compétence – la liste comportait quatre prix Nobel – et aussi concrètement combien ces physiciens de haut niveau s'étaient engagés avec nous dans ce projet. J'ai souligné pour lui les perspectives d'avenir, le moment probable de réalisation, et l'importance de s'y préparer. J'ai évoqué avec lui deux écoles de pensée sur le contrôle de ce projet après la guerre en cas de succès, l'une étant de laisser le contrôle du projet à ceux qui le détiennent en ce moment, l'autre étant d'organiser un contrôle international basé sur la liberté de la science et des moyens d'y accéder. Je lui ai dit que ces questions devaient être réglées avant l'utilisation du premier engin, et qu'il devait être prêt à une présentation à l'opinion immédiatement après l'événement. Il a donné son accord.*

Cette conversation abordait les trois aspects de la question qui nous semblaient essentiels. En premier, il fallait d'abord lever un doute persistant sur la réussite d'un projet si titanesque. En second, il fallait en apprécier en cas de succès les effets à long terme après-guerre. En troisième, nous devions affronter le problème de la nécessaire déclaration publique lors de notre première utilisation de l'arme.

Je n'ai pas revu Franklin Roosevelt. (NDLR : décédé le 12 avril 1945)

Je suis retourné à la Maison Blanche pour discuter de l'énergie atomique le 25 Avril 1945, et je suis allé expliquer la nature du problème à un homme qui n'avait de nos activités que la connaissance d'un sénateur ayant loyalement admis, sur notre affirmation, le caractère secret de la question. D'ailleurs il était président et commandant en chef, et la responsabilité finale, dans ce cas comme dans bien d'autres, doit être la sienne. Le président Truman a accepté cette responsabilité avec la même hauteur de vue que le sénateur Truman en avait montrée avant d'accepter notre refus de l'informer.

J'ai discuté avec lui de toute l'évolution du projet. Nous avions avec nous le général Groves, qui a expliqué, en détail, les progrès réalisés et l'évolution prévisible du travail. J'ai également discuté avec le président Truman des aspects plus généraux du projet, et le mémorandum que j'ai utilisé dans cette discussion rend bien compte de notre réflexion du moment.

*Memorandum débattu avec le président Truman le 25 Avril 1945*

1 *Dans quatre mois nous aurons probablement mis au point l'arme la plus terrible jamais connue dans l'histoire humaine, dont une seule bombe pourrait détruire une ville entière.*

2 *Quoique nous ayons partagé l'étude avec le Royaume Uni, les Etats Unis sont matériellement seuls en mesure de contrôler les ressources nécessaires pour la construire et l'utiliser, et aucune autre nation ne peut atteindre cette capacité avant plusieurs années.*

3 *Néanmoins il est pratiquement certain que nous ne pourrions garder cette position indéfiniment.*

a/ *Plusieurs éléments de ces découvertes et de ces produits sont largement connus de beaucoup de scientifiques dans beaucoup de pays, quoique peu d'entre eux élaborent ce que nous avons mis au point*

b/ *Bien que sa construction selon les méthodes actuelles demande un grand effort scientifique et industriel, ainsi que des matières premières actuellement possédées et connues surtout par les USA et le Royaume Uni, il est tout à fait probable que les scientifiques découvriront à l'avenir des méthodes de production beaucoup plus faciles et moins chères, ainsi que des produits plus largement distribués. En conséquence, il est très probable que dans l'avenir la bombe atomique puisse être construite par de petites nations ou par des groupes, ou tout au moins par une nation plus importante dans un délai plus court.*

4/ *Par conséquent, on pourrait dans l'avenir voir le moment où une telle arme pourrait être construite en secret et utilisée soudainement et efficacement, avec un pouvoir dévastateur, par un pays ou un groupe décidé, contre un pays ou un groupe plus grand et plus puissant mais sans défense. Avec l'aide de cette arme une nation même très puissante mais sans défense pourrait être conquise en peu de temps par une nation beaucoup plus petite.*

5/ *Le monde dans son état actuel d'avancement moral par rapport à son avancement technique serait finalement à la merci d'une telle arme. En d'autres termes la civilisation moderne pourrait être complètement détruite.*

6/ *Aborder une quelconque organisation pour la paix mondiale, susceptible actuellement d'être envisagée, sans une estimation par les dirigeants de notre pays de la puissance de cette arme, semblerait irréaliste. Aucun des systèmes de contrôle envisagés jusqu'ici ne semblerait suffisant pour contrôler cette arme. A l'intérieur d'un état comme entre les états du monde, le contrôle de cette arme sera sans doute d'une difficulté considérable, et impliquerait des règles d'inspection et de contrôle interne que nous n'avons encore jamais envisagées.*

7/ *En outre, à la lumière de notre position actuelle en ce qui concerne cette arme,, la question de la partager avec d'autres nations, avec réciprocité, devient un élément primordial de nos relations extérieures. En outre, notre supériorité dans cette guerre et dans le développement de cette arme nous donne une certaine responsabilité morale à laquelle nous ne pouvons échapper : nous porterions si l'on va plus loin une vraie responsabilité dans la catastrophe de la civilisation.*

8/ *D'autre part, si si nous résolvons la question du bon usage de cette arme, nous pourrions offrir au monde un modèle qui sauvegarde la paix et notre civilisation.*

9/ *Comme l'indique le rapport du Général Groves, nous mettons en place un comité restreint de personnes qualifiées pour proposer aux organes législatif et exécutif de notre gouvernement les mesures nécessaires lorsque le secret ne pourra plus être maintenu. Le comité devra aussi préconiser les mesures à prendre par le département de la Guerre , avant cette échéance, en prévision des problèmes de l'après-guerre. Toutes ces recommandations seraient bien sûr d'abord soumises au Président.*

L'étape suivante de nos préparatifs a été la nomination du comité visé au paragraphe 9 ci-dessus. Ce comité, connu sous le nom de « Comité Intérimaire », a été chargé de conseiller le Président sur les diverses questions soulevées par notre succès, apparemment imminent, dans le développement de l'arme atomique. J'étais son président, mais le gros du travail de conduite de ses longues délibérations a reposé sur George L Harrison, siégeant comme président en mon absence . Il sera utile d'examiner dans le détail le travail du comité. . Ses membres comptaient, outre Mr Harrison et moi-même, James F Burnes (alors simple citoyen privé), en tant que représentant personnel du président, Ralph A Bard, sous-secrétaire à la Marine, William A Clayton, secrétaire d'Etat adjoint, le Dr Vannevar Bush, directeur du bureau de la recherche scientifique et du développement et président de la Carnegie Institution de Washington, le Dr Karl T Compton, chef du bureau du Service de terrain au bureau de la recherche scientifique et du développement et président du Massachusset Institut of Technology, le Dr James B Conant , président du comité de recherche de la défense nationale et président de l'université Harvard.

Les discussions du Comité ont porté sur l'ensemble du domaine de l'énergie atomique, dans ses aspects politiques, militaires et scientifiques. La partie de son travail qui nous concerne particulièrement porte sur ses recommandations pour l'utilisation de l'énergie atomique contre le Japon, mais il faut garder à l'esprit que ces recommandations n'ont pas été faites en l'air. Le travail du comité comprenait la rédaction des déclarations à publier immédiatement après la chute des premières bombes, la rédaction d'un projet de loi sur le contrôle interne de l'énergie atomique et des recommandations visant le contrôle international de l'énergie atomique. Le Comité Intérimaire a été assisté dans ses travaux par un groupe scientifique dont les membres étaient les suivants : le Dr A. H. Compton, le Dr Enrico Fermi, le Dr E. O. Lawrence, le Dr J. R. Oppenheimer. Tous les quatre étaient des physiciens nucléaires de premier rang, et ont occupé des postes de grande importance dans le projet atomique depuis sa création. Lors d'une réunion entre le Comité Intérimaire et le Groupe Scientifique le 31 Mai 1945, j'ai demandé à tous les participants de s'exprimer librement sur tous les aspects du sujet, scientifiques ou politiques. Ensemble, le général Marshall et moi avons exprimé l'opinion que l'énergie atomique ne pouvait être considérée simplement comme une arme militaire mais aussi comme une nouvelle relation entre l'homme et l'univers.

Le 1<sup>er</sup> juin, après ses discussions avec le groupe scientifique, le Comité Intérimaire a adopté les recommandations suivantes

- (1) La bombe devait être utilisée contre le Japon dès que possible

(2) Elle devait être utilisée sur une cible double, une installation militaire ou une installation de guerre entourée ou à proximité d'habitations ou autres immeubles susceptibles des plus grands dégâts

(3) Elle devait être utilisée sans préavis (sur la nature de l'arme)

Un membre du comité, M Bard, a ensuite changé d'opinion et s'est retiré de la résolution (3). Pour arriver à ces conclusions, le Comité Intérimaire a soigneusement examiné plusieurs alternatives, comme un avertissement préalable détaillé, ou une démonstration dans une zone inhabitée. Ces deux suggestions ont été rejetées comme impraticables. Elles ne semblaient pas efficaces pour obliger le Japon à capituler, et les deux impliquaient des risques sérieux. Même le test du Nouveau Mexique ne fournirait pas une preuve définitive de l'explosion de la bombe larguée d'un avion. Outre la nature inhabituelle d'une explosion atomique, il y avait tout le problème de l'explosion en l'air de la bombe, à une hauteur prédéterminée, avec un mécanisme compliqué qui ne pouvait être testé lors de l'essai statique au Nouveau Mexique.

Rien n'aurait été plus préjudiciable à notre effort pour obtenir la capitulation qu'un avertissement ou une démonstration laissant place au doute, ce qui était un risque réel. En outre, nous n'avions aucune bombe à perdre. Il était vital d'obtenir rapidement un résultat efficace avec le peu de bombes dont nous disposions.

Le Comité Intérimaire et le Groupe Scientifique ont également servi de canal pour transmettre au Président et à moi-même les suggestions d'autres scientifiques travaillant sur le projet atomique. Parmi les suggestions ainsi transmises figurait un mémorandum mettant en cause l'utilisation de la bombe contre l'ennemi. Le 16 Juin 1945, après examen de ce mémorandum, le Groupe Scientifique a fait un rapport, dont je cite les extraits suivants

*Les avis de nos collègues scientifiques sur l'utilisation de ces armes dès le début ne sont pas unanimes : ils vont de la proposition d'une démonstration purement technique à l'application militaire la plus apte à induire la capitulation. Ceux qui préconisent une démonstration purement technique voudraient proscrire l'utilisation des armes atomiques et craignent que, si nous utilisons ces armes, notre position dans les futures négociations en soit affaiblie. D'autres soulignent l'opportunité de sauver des vies américaines par un usage militaire immédiat et estiment qu'une telle utilisation améliore les perspectives internationales, en ce sens qu'elles porteront plus sur la prévention de la guerre que sur l'élimination de cette arme spéciale. Nous nous trouvons plus proches de cette dernière position : **nous ne pouvons proposer aucune démonstration technique susceptible de mettre un terme à la guerre ; nous ne voyons aucune alternative plausible à un usage militaire direct.** En ce qui concerne les aspects généraux de l'utilisation de l'énergie atomique, il est clair que nous, scientifiques, n'avons aucun droit de propriété. Il est exact que nous faisons partie des quelques citoyens qui avons eu l'occasion de réfléchir à ces problèmes au cours des dernières années. Mais nous ne revendiquons aucune compétence particulière pour résoudre les problèmes politiques, militaires et sociétaux posés par l'arrivée de l'énergie atomique.*

La discussion ci-dessus reflète les positions du Comité Intermédiaire et de ses conseillers. J'ai longuement discuté avec ces messieurs pour préciser que nous recherchions la meilleure solution possible. La fonction du Comité était bien sûr purement consultative. La responsabilité ultime de la recommandation au Président m'incombait, et je ne veux pas m'en exonérer. Les conclusions du Comité correspondaient aux miennes, même si j'y suis arrivé de moi-même. Je pensais que pour arracher une vraie capitulation à l'empereur et à ses conseillers militaires, il fallait provoquer un choc terrifiant qui fournirait une preuve convaincante de notre capacité à détruire l'Empire. Un choc aussi

efficace sauverait beaucoup plus de vies, tant américaines que japonaises, que le contraire. Voici les faits sur lesquels s'appuie mon raisonnement.

#### Politique américaine envers le Japon en Juillet 1945

L'objectif principal politique, social et militaire des Etats Unis au cours de l'été 1945 était la capitulation rapide et complète du Japon. Seule la destruction complète de son pouvoir militaire pourrait ouvrir la voie à une paix durable. Le Japon, en Juillet 1945, a été sérieusement affaibli par nos attaques terriblement violentes. Nous savions qu'il était allé jusqu'à un essai de proposition au gouvernement soviétique, espérant en faire des médiateurs pour négocier la paix. Ces propositions, vagues, envisageaient la conservation par le Japon d'importantes conquêtes, et n'ont donc pas été sérieusement envisagées. Il n'y avait encore aucune indication d'un affaiblissement de la détermination japonaise de se battre plutôt que d'accepter une reddition inconditionnelle. Si le Japon devait poursuivre son combat jusqu'à la fin, il avait encore une grande puissance militaire. Au milieu de Juillet 1945, la section du renseignement de l'état-major général du département de la guerre avait estimé la force militaire japonaise comme suit : dans les îles de l'archipel national, un peu moins de 200 000 ; en Corée, Mandchourie, Chine proprement dite et Formose , plus de 2 000 000 ; en Indochine française, Thaïlande et Birmanie, plus de 200 000 ; dans la région des « Indes Orientales », y compris Philippines, plus de 500 000 ; dans les îles du Pacifique, plus de 100 000. La force totale de l'armée japonaise était estimée à 5 000 000 d'hommes. Ces estimations se sont révélées très proches de celles des responsables japonais.

L'armée de terre japonaise était en bien meilleur état que la marine et l'aviation. La Marine avait pratiquement cessé d'exister sauf en tant que force d'arrêt contre un débarquement. La force aérienne avait été sérieusement affaiblie par les attaques suicides kamikazes. Ces derniers avaient pourtant causé d'importants à nos forces navales, et leur efficacité éventuelle dans l'assaut final était un réel souci pour nos responsables de la marine.

Comme nous l'avions compris en juillet, il était fort possible que le gouvernement japonais puisse maintenir une résistance finale dans toutes les régions d'Extrême Orient sous son contrôle. Dans un tel cas, les Alliés seraient confrontés à l'énorme tâche de détruire une force armée de 5 millions d'hommes et de 5000 avions suicides, appartenant à une race qui avait déjà largement démontré sa capacité à se battre littéralement jusqu'à la mort.

Les plans stratégiques de nos forces armées pour la défaite du Japon, établis en Juillet, avaient été préparés sans tenir compte de la bombe atomique, qui n'avait pas encore été testée au Nouveau Mexique. Nous avions prévu un blocus intensif, maritime et aérien, et une intensification du bombardement stratégique, pendant l'été et le début de l'automne, suivi le 1<sup>er</sup> Novembre par une invasion de l'île méridionale de Kiushu, . Cela serait suivi d'une invasion de l'île principale de Honschu au printemps 1946. L'effectif total des forces américaines, sur terre et sur mer, serait de l'ordre de 5 millions d'hommes ; si l'on y inclut les effectifs indirectement concernés, le total est encore plus important. Nous estimions que, si l'on menait le plan à son terme, les combats majeurs ne pourraient s'achever que dans la 2<sup>e</sup> partie de 1946, au plus tôt. J'avais été averti que de telles opérations pourraient amener un million de pertes, uniquement pour les forces américaines. Des pertes complémentaires étaient à prévoir chez nos alliés et, bien sûr, si nos campagnes réussissaient et à la lumière de l'expérience acquise, les pertes ennemies seraient beaucoup plus importantes que les nôtres. Il était déjà évident en Juillet que, même avant l'invasion, nous pourrions infliger

d'énormes dégâts à la « patrie » japonaise par la combinaison des opérations maritimes et aériennes. La question cruciale était de savoir si ce type d'action entraînerait une capitulation.

Il fallait donc réfléchir attentivement à l'état d'esprit probable de l'ennemi et évaluer avec précision la stratégie qui pourrait mettre fin à sa volonté de résistance.

Avec ces éléments à l'esprit, j'ai écrit un mémorandum pour le Président, le 2 Juillet 1945, qui à mon avis reflétait exactement la pensée du gouvernement américain puisqu'il s'est finalement concrétisé en actes. Ce mémorandum a été discuté et préparé en accord avec Joseph G Grew, secrétaire d'Etat par intérim, et le secrétaire d'Etat à la marine Forrestal ; et lorsque j'en ai parlé avec le Président, il a exprimé son accord d'ensemble.

*2 Juillet 1945*

*Memorandum pour le Président : **Programme proposé pour le Japon***

*1/ Le plan des opérations y compris le premier débarquement a été autorisé, et la préparation de l'opération est en cours.*

*2/ Il y a lieu de croire que l'opération d'occupation du Japon après le débarquement sera une lutte longue, ardue et coûteuse pour nous. Le terrain, que j'ai souvent visité, m'a laissé l'impression de rendre possible une défense acharnée comme ce fut le cas à Iwo Jima et Okinawa, et d'être bien sûr beaucoup plus étendu que ces deux zones. Selon mes souvenirs, ce sera beaucoup plus difficile pour la logistique que dans le cas des Philippines ou de l'Allemagne.*

*3/ Si nous débarquons sur une des îles principales et entamons une occupation énergique du Japon, nous aurons probablement à affronter une résistance acharnée. Les Japonais sont très patriotes et sûrement sensibles aux appels à une résistance fanatique pour repousser une invasion. Une fois l'invasion commencée, nous devons à mon avis affronter une bataille terminale plus dure qu'en Allemagne. Nous aurons à subir les pertes d'une telle guerre et nous laisserons les îles japonaises encore plus complètement détruites que ce ne fut le cas en Allemagne. Tout cela résulterait à la fois des différences de caractère propre entre les Japonais et les Allemands, et de la taille et des caractéristiques du terrain où se dérouleront les opérations.*

*4/ Une question ensuite. Y a-t'il une alternative à une occupation énergique du Japon qui nous assure l'équivalent d'une capitulation inconditionnelle de ses forces et une destruction complète de son capacité à relancer agressivement sa « paix du Pacifique » ? Je suis enclin à penser que cela peut valoir la peine de leur donner un avertissement de ce qui peut arriver et une opportunité de capituler. Comme suggéré ci-dessus, cela devrait être tenté avant l'occupation effective de la patrie japonaise et des îles, et en outre l'avertissement devrait être d'une ampleur suffisante pour provoquer une réaction nationale.*

*Nous avons de notre côté des facteurs très favorables, beaucoup plus que contre l'Allemagne*

- Le Japon n'a pas d'alliés*
- Sa marine est presque détruite, et elle est vulnérable à un blocus de surface et sous-marin qui peut priver la population de nourriture et d'approvisionnements*
- Il est très vulnérable à une attaque aérienne concentrée sur ses villes surpeuplées, ses industries, ses ressources alimentaires*
- Il a contre lui non seulement les forces anglo- américaines, mais aussi les forces croissantes de la Chine et la menace inquiétante de l'URSS*
- Nous avons des ressources industrielles inépuisables et intactes, en face de son potentiel décroissant*

- Nous avons une grande supériorité morale, comme victimes de sa première attaque surprise

*Le problème est de traduire ces avantages en réalisation, rapide et économique, de nos objectifs. Je crois que dans cette situation le Japon serait sensible à la raison, bien plus que ce qu'indiquent notre presse actuelle et les commentaires du moment. Le Japon n'est pas une nation uniquement composée de fanatiques fous, d'une mentalité complètement différente de la nôtre. Par contre, au siècle dernier, elle s'est révélée receler des personnes très intelligentes, capables dans un temps inédit d'adopter non seulement la technique compliquée de la civilisation occidentale, mais aussi une transcription significative de la culture et des idées politiques et sociales de l'Occident. Ses progrès dans tous ces domaines, pendant une courte période de 60 à 70 ans, ont été l'un des exploits les plus étonnants de progrès historique national, un passage d'un système féodal isolé depuis des siècles à la position de 6<sup>e</sup> ou 7<sup>e</sup> grande puissance mondiale. Elle n'a pas seulement construit une armée et une marine puissantes ; elle a construit un système financier honnête et efficace ; elle a atteint un niveau respectable dans beaucoup des domaines scientifiques dont nous sommes fiers. Avant la prise brutale de pouvoir sur le gouvernement par un groupe militaire fanatique en 1931, elle avait depuis dix ans un comportement international raisonnable, responsable et respectable. , en faveur de cette nation.*

*Sur les points ci-dessous, j'ai une opinion favorable sur cette nation*

- *Je pense que la nation japonaise a la lucidité d'esprit et la capacité d'évolution suffisantes pour reconnaître la folie d'un combat jusqu'au bout et pour accepter une proposition qui équivaut à une capitulation sans condition*
- *Je pense qu'il y a dans la population assez de leaders « libéraux » (actuellement éclipsés par les terroristes) pour conduire la reconstruction du pays comme celle d'un membre responsable de la communauté internationale. Je pense sur ce point qu'elle est en meilleure posture que l'Allemagne. Cette mouvance libérale n'a cédé qu'à la menace du pistolet, et, pour autant que je sache, ces convictions libérales n'ont pas disparu en chemin comme ce fut en général le cas en Allemagne.*
- *D'un autre côté, je pense que la tentative d'exterminer ses armées et sa population par des armes classiques ou d'autres moyens risque de provoquer une réaction de cohésion raciale et d'antipathie sans équivalent en Allemagne. C'est notre intérêt national de créer, si possible, les conditions pour la nation japonaise de vivre en membre pacifique et utile de la communauté internationale.*

*5/ C'est donc ma conclusion : un avertissement donné en temps voulu au Japon par les principaux représentants des Etats Unis, de la grande Bretagne, de la Chine et, si elle est entrée en guerre, de la Russie, pour pousser le Japon à se rendre et permettre l'occupation du pays afin d'assurer sa démilitarisation complète et garantir l'avenir de la paix. Cet avertissement devrait contenir les éléments suivants :*

- *Le caractère multiforme et écrasant de la force que nous sommes sur le point d'appliquer sur les îles*
- *Le caractère inévitable et complet de la destruction obtenue par cette force*
- *La détermination des Alliés à détruire durablement et en totalité l'autorité et l'influence de ceux qui ont trompé le pays et l'ont lancé dans la conquête du monde*
- *La détermination des Alliés à limiter la souveraineté japonaise à ses îles principales et à rendre le Japon hors d'état d'entreprendre ou de poursuivre une autre guerre*
- *Le renoncement des Alliés à toute tentative d'éliminer les Japonais en tant que race ou de les détruire en tant que nation.*



- *Une déclaration de notre bonne volonté, une fois l'économie purgée de ses influences militaristes, pour maintenir au Japon des industries (et entre autres des industries légères de consommation) ne présentant aucun risque d'agression contre leurs voisins, mais pouvant recréer une économie durable et assurer un niveau de vie raisonnable. La déclaration devrait indiquer notre volonté, à cette fin, de donner au Japon un accès commercial aux matières premières extérieures, mais sans qu'il puisse contrôler ses sources d'approvisionnement en dehors des îles principales*
- *Une indication de notre volonté, conformément à notre politique nouvelle de commerce extérieure, de conclure en temps opportun des relations commerciales mutuellement avantageuses.*
- *L'engagement d'évacuation du pays par les Alliés, sitôt atteints les objectifs ci-dessus, et dès la constitution d'un gouvernement pacifique représentatif de l'ensemble du peuple japonais. Je pense que si nous y ajoutons de ne pas exclure une monarchie constitutionnelle sous l'autorité de la dynastie actuelle, cela augmenterait beaucoup les chances d'acceptation.*

*6/ Le succès bien sûr dépendra de la puissance de l'avertissement que nous donnerons. Le Japon a une fierté nationale extrêmement sensible, comme nous le voyons chaque jour, et il apparaît que l'ennemi veut se battre jusqu'à la mort. Pour cette raison, l'avertissement doit être déposé avant le début de l'invasion réelle et avant que l'imminence de la destruction totale ne les accule à un fanatisme désespéré. Si la Russie fait partie de la menace, l'attaque russe (si elle est réelle) ne doit pas avoir progressé trop loin. Notre propre bombardement devrait se limiter autant que possible à des objectifs militaires.*

Il est important de souligner le double caractère de l'avertissement suggéré. Il a été conçu pour promettre au Japon la destruction totale s'il résiste, et l'espérance s'il se rend. Il faut mentionner que la bombe atomique n'est pas mentionnée dans ce mémorandum. Pour des raisons de secret la bombe n'a jamais été mentionnée sauf quand c'était absolument nécessaire, et en outre elle n'avait pas encore été testée. Il était bien évident dans notre esprit, quand le mémorandum a été écrit et discuté, que la bombe serait la meilleure sanction possible si notre avertissement était rejeté.

### **L'utilisation de la bombe**

L'adoption de la politique décrite dans le mémorandum était une décision politique majeure : après son acceptation par le Président, le rôle de la bombe dans notre programme devenait clair. Dans mon journal personnel, dès le 19 Juin, je note que l'avertissement de la dernière chance devrait être donné avant le débarquement de forces importantes au Japon, et par bonheur les plans prévoyaient avant l'application de sanctions assez de temps pour notre avertissement, avant un bombardement majeur classique prévu le 1<sup>er</sup> septembre – et « 1er septembre » était le nom de code de la bombe atomique.

Il y a eu beaucoup de discussions à Washington au sujet du moment de l'avertissement au Japon. La date butoir était fixée avant la réunion des trois Grands à Potsdam. Le président devait l'annoncer solennellement à l'issue de cette réunion, avec la participation du chef du gouvernement chinois, pour manifester que TOUS les ennemis du Japon étaient unis. L'ultimatum de Potsdam du 26 Juillet reprenait exactement le mémorandum du 2 juillet, sauf la mention concernant l'empereur du Japon.

Le 28 Juillet, le premier ministre du Japon, Suzuki, a rejeté l'ultimatum de Potsdam en le déclarant « indigne d'une publication officielle ». Face à ce refus, nous ne pouvions que démontrer

que l'ultimatum avait raison en affirmant que, si le Japon continuait la guerre, « l'application complète de notre force militaire, soutenue par notre détermination, signifierait l'inévitable destruction complète des forces armées japonaises et tout aussi inévitablement la dévastation complète de la patrie japonaise ». A cette fin, la bombe atomique était l'arme tout à fait appropriée. Le test du Nouveau Mexique a eu lieu pendant que nous étions à Potsdam, le 16 Juillet. Il est apparu immédiatement que la puissance de la bombe dépassait les estimations les plus hautes. Nous avons développé une arme d'un caractère si révolutionnaire que son utilisation contre l'ennemi pourrait bien produire exactement, sur l'oligarchie au pouvoir au Japon, le genre de choc que nous désirions, renforcer la situation des partisans de la paix et affaiblir celle du parti militaire.

En raison de l'importance de l'opération atomique contre le Japon, les plans détaillés m'ont été transmis par le commandement militaire pour approbation. Avec l'appui chaleureux du Président Truman, j'ai éliminé de la liste des cibles proposées la ville de Kyoto. Bien qu'il s'agisse d'une cible militaire d'importance, il s'agissait de l'ancienne capitale du Japon et d'un sanctuaire de l'art et de la culture du pays. Nous avons jugé qu'elle devait être épargnée. J'ai approuvé quatre autres objectifs, y compris les villes de Hiroshima et Nagasaki.

Hiroshima a été bombardée le 6 Août et Nagasaki le 9 Août. Ces deux villes étaient des sites de production de l'effort de guerre japonais : l'une était un centre de l'armée de terre, l'autre un site industriel et naval. Hiroshima était le quartier général de l'armée défendant le sud du Japon et un centre de concentration et de rassemblement militaire. Nagasaki était un grand port maritime et rassemblait plusieurs grandes usines d'une importance majeure pour la guerre.

Nous avons pensé que nos attaques avaient frappé des villes d'une importance certaine pour les chefs militaires japonais de l'armée et de la marine, et nous attendions le résultat : nous avons attendu une journée.

Beaucoup de rapports ont été écrits sur la capitulation japonaise. Après un long conseil du cabinet au cours duquel l'empereur lui-même a mis fin à une situation de blocage, l'offre de capitulation a été faite le 10 Août. Elle était basée sur les termes de Postdam, avec une réserve concernant la souveraineté de l'empereur.

Comme la réponse alliée n'avait fait aucune promesse autre que celle déjà donnée, elle reconnaissait implicitement le maintien de l'empereur, en prescrivant que son pouvoir serait soumis aux ordres du commandement suprême allié. Ces termes ont été acceptés par le Japon le 14 Août, et les documents de la capitulation ont été officiellement signés le 2 septembre en baie de Tokyo.

Notre objectif majeur était ainsi atteint, et à l'évidence j'y ai vu la preuve que le facteur déterminant dans la décision japonaise finale, l'acceptation de nos conditions de la capitulation, a été la bombe atomique.

Les deux bombes atomiques que nous avons larguées étaient les seules disponibles, et notre capacité de fabrication à cette époque était très faible. Si la guerre avait continué jusqu'à l'invasion, projetée le 1<sup>er</sup> Novembre, d'autres raids incendiaires de B 29 auraient été plus destructeurs de vies et de biens que le nombre très limité de raids atomiques que nous aurions pu exécuter pendant la même période. Mais la bombe atomique était plus qu'une terrible arme de destruction. C'était une arme psychologique.

En mars 1945, notre force aérienne avait lancé son premier grand raid incendiaire sur l'agglomération de Tokyo. Ce raid a fait plus de dégâts et causé plus de pertes que ce ne fut le cas à Hiroshima.

Des centaines de bombardiers y ont participé, et ont largué des centaines de tonnes de bombes incendiaires. Des raids analogues par la suite ont incendié une grande partie des zones urbaines du Japon, mais les Japonais ont continué le combat. Le 6 Août, un B 29 a largué une seule bombe sur Hiroshima. Trois jours plus tard, une seconde bombe a été larguée sur Nagasaki, et la guerre a été terminée. D'après ce qu'en savaient les Japonais, notre capacité à exécuter des attaques atomiques, si besoin par de nombreux avions à la fois, était illimitée. Comme l'a dit le Dr Karl Compton, « ce n'est pas une seule bombe atomique ou deux qui ont amené la capitulation, mais l'expérience de ce qu'une bombe atomique peut faire à la communauté nationale et la crainte du pire ...

La bombe a donc atteint précisément le but recherché. Le parti de la paix a pu prendre la voie de la capitulation, et le prestige de l'empereur s'est exercé de tout son poids en faveur de la paix. Lorsque l'empereur a donné l'ordre de la capitulation, et que le groupe, réduit mais dangereux, de fanatiques qui s'y opposaient a été maîtrisé, les Japonais sont devenue si dociles que la grande entreprise de l'occupation et du désarmement s'est achevée avec une facilité sans précédent.

### *Un résumé personnel.*

Dans les pages précédentes, j'ai essayé de rendre un compte exact de mes propres observations sur les circonstances qui ont conduit à l'utilisation de la bombe atomique et les raisons qui nous ont conduits à cette utilisation. Pour moi, elles ont toujours semblé convaincantes et claires, et je ne vois pas comment une personne ayant des responsabilités comme les miennes aurait pu prendre une autre voie et donner d'autres conseils à ses chefs. Deux grandes nations étaient sur le point d'engager une bataille finale qui devait commencer le 1<sup>er</sup> Novembre. Notre ennemi, le Japon, commandait des effectifs de plus de 5 millions de combattants. Ces armées nous avaient déjà infligé, lors de notre percée dans leurs défenses extérieures, plus de 300.000 victimes. Les effectifs encore invaincus pouvaient nous causer un million de morts supplémentaires.

Tant que le gouvernement japonais refusait de se rendre, nous étions forcés de reconquérir le terrain et d'écraser les armées terrestres japonaises, en luttant contre les actions désespérées et coûteuses que nous avons rencontrées dans les îles du Pacifique pendant les quatre années précédentes.

A la lumière du formidable problème auquel nous étions confrontés, j'ai estimé qu'il fallait prendre toutes les mesures possibles pour obtenir une capitulation de la mère patrie et un retrait de toutes les troupes japonaises, du continent asiatique et d'ailleurs, avant que nous n'ayons entrepris l'invasion.

Nous avions deux cartes en main en ce sens. La première était la vénération traditionnelle dans laquelle l'empereur du Japon était tenu par ses sujets, et l'autorité que lui reconnaissaient les troupes loyalistes. C'est pour cette raison que j'avais suggéré, dans mon mémorandum du 2 Juillet, que la dynastie soit maintenue. La seconde carte était d'utiliser la bombe atomique de la manière la plus adaptée pour convaincre l'empereur (et ses conseillers) de se soumettre à notre exigence de capitulation inconditionnelle en usant de son immense autorité sur son peuple et sur les troupes sous ses ordres.

Afin de mettre fin à la guerre dans les plus brefs délais et d'éviter les énormes pertes humaines auxquelles nous serions confrontés, j'ai senti que nous devions utiliser l'empereur comme un instrument pour commander son peuple et le contraindre à cesser la bataille et à se soumettre à notre autorité à travers lui ; pour cela nous devions lui donner ainsi qu'à ses conseillers une raison

impérieuse d'accéder à notre demande. Cette raison en outre devait être telle que le peuple puisse comprendre sa décision. La bombe m'a semblé fournir le seul instrument à cette fin.

Mon but principal était d'obtenir la victoire avec le moindre coût humain possible pour les armées que j'avais contribué à lever. A la lumière des alternatives qui, de l'avis général, s'ouvraient à nous, je pense qu'aucun homme, à notre place et avec nos responsabilités, ayant en ses mains une arme permettant à ce point d'atteindre ce but et de sauver ces vies, n'aurait pu ne pas l'utiliser et ensuite regarder en face ses compatriotes.

J'ai relu mes écrits, je sais, dans cette année de retour à la paix, que beaucoup d'entre eux peuvent avoir un ton sévère et inapproprié. Il serait peut-être possible de dire les mêmes choses plus gentiment. Mais je ne pense pas que ce serait judicieux.

En regardant derrière moi les cinq années de mon service comme Secrétaire d'Etat la Guerre, je vois trop de décisions sévères et déchirantes pour pouvoir prétendre que la guerre est autre chose que ce qu'elle est. Le visage de la guerre est le visage de la mort ; la mort est une partie inévitable de chaque ordre donné par un chef de guerre

La décision d'utiliser la bombe atomique fut une décision qui a causé la mort de plus de cent mille Japonais. Aucune excuse ne peut changer cette réalité, et je ne souhaite pas le faire. Mais cette destruction réfléchie et préméditée était le choix le moins odieux. Mais la destruction d'Hiroshima et de Nagasaki a mis fin à la guerre avec le Japon. Elle a mis fin aux raids incendiaires et au blocus étouffant. Elle a éloigné le spectre horrible d'un affrontement entre de grandes armées terrestres. Dans la dernière grande opération de la Seconde Guerre Mondiale, nous avons apporté la preuve décisive que la guerre signifie la mort. La guerre au XXe siècle a développé de plus en plus de barbarie, de destructions, d'aviissement. Les bombes larguées sur Hiroshima et Nagasaki ont mis fin à la guerre. Elles ont également rendu évident que nous ne devons jamais plus avoir de guerre. Ceci est la leçon que les hommes et les dirigeants doivent partout apprendre, et je crois que, quand ils le comprendront, ils trouveront le chemin d'une paix durable. Il n'y a pas d'autre choix.

Stimson was 73 years old when he took the reins as Secretary of War and many critics doubted that a man of his age could tackle a job this enormous. However he defied all naysayers and plunged into the task with "an energy that men 20 years his junior could not have mustered

**Henry L. Stimson**

